

# Contre la privatisation d'Aéroports de Paris, gagnons le référendum !

vendredi 05 juillet 2019



La bataille contre la privatisation d'Aéroports de Paris est engagée et concerne la société toute entière. C'est une bataille pour la démocratie car il va revenir à toutes et tous de pouvoir décider si un référendum est organisé. Mais c'est aussi une bataille contre les privatisations et pour la préservation et le développement des biens communs et pour les services publics. C'est aussi un combat pour la sauvegarde de l'environnement et pour la transition écologique car rien ne serait pire que laisser les clefs du transport aérien aux intérêts privés.

Depuis des années la privatisation des biens publics se fait à marche forcée. Des entreprises assurant des services publics sont vendues à des intérêts privés. Ignorant des objectifs sociaux et environnementaux de long terme, elles en profitent pour augmenter leurs prix, au détriment des usagers. Elles les transforment en machines à produire des dividendes pour les actionnaires, privant les finances publiques, et donc les services publics, de sommes considérables. Le scandale de la privatisation des autoroutes, celle de l'aéroport de Toulouse-Blagnac, impulsée par l'actuel président de la République lorsqu'il était ministre, en sont de tristes exemples.

Mais cela ne leur suffit pas : outre les aéroports, la Française des Jeux, Engie, l'Office National de la Forêt, les barrages hydroélectriques, les ports, les routes nationales et d'autres sont les nouvelles cibles. Pendant ce temps, les hôpitaux publics sont au bord de l'explosion, des services hospitaliers, des lignes ferroviaires et des bureaux de postes ferment, les services publics s'éloignent des usagers, le statut de la Fonction publique est démantelé, les administrations et les entreprises publiques sont de plus en plus gérées comme des entreprises privées avec pour seul critère la rentabilité financière, au détriment de la satisfaction des besoins sociaux de toute la population.

La bataille contre la privatisation d'AdP est commencée : après des luttes syndicales importantes, plus de 200 parlementaires ont été à l'initiative du processus de référendum d'initiative partagée. Des appels à signature se multiplient.

Compte tenu de l'impératif de la procédure institutionnelle, qui exige qu'il y ait 4,7 millions de signatures de citoyen.nes, et qui exclue toutes celles et ceux qui vivent ici et n'ont pas le droit de vote, donnons à cette campagne l'ampleur nécessaire et impulsons une dynamique de rassemblement. Il s'agit d'en faire l'affaire de la société et des citoyen.nes. C'est pourquoi nous lançons une coordination de mouvements et d'organisations syndicales, associatives et politiques contre la privatisation d'Aéroports de Paris et plus largement contre les privatisations, pour les services publics et les biens communs. Chaque membre de cette coordination conservera bien entendu la liberté de mener sa propre campagne.

Cette coordination nationale a l'ambition de réunir le plus largement possible, dans leur diversité, syndicats, associations et partis politiques, les élu.e.s, les mouvements sociaux, écologistes, féministes... Des initiatives unitaires seront prises localement, avec la constitution de « bureaux de vote de rue », des conférences-débats publiques, des affiches, tracts, argumentaires divers, que nous mutualiserons au niveau national. Nous voulons atteindre 4,7 millions de signatures, pour que puisse se tenir ensuite un référendum national. Si cet objectif est atteint, ce sera un grand coup d'arrêt au rouleau-compresseur d'Emmanuel Macron et de son gouvernement, qui projettent de privatiser un grand pan de l'économie et qui laminent ce qu'il reste de services publics.

---

**Pour signer la demande de référendum sur la privatisation d'Aéroports de Paris :**

<https://www.referendum.interieur.gouv.fr/soutien/etape-1>